

# Chiffres clés 2025

## de la juridiction administrative



### Nombre d'affaires jugées

10 693

par le Conseil d'État

30 605

par les cours administratives d'appel

283 136

par les tribunaux administratifs

53 086

par la Cour nationale du droit d'asile

138 478

par le Tribunal du stationnement payant

### Effectifs au 31 décembre 2025



4 224

personnes font vivre et fonctionner  
la justice administrative  
au quotidien

#### Conseil d'État

- 241 membres (37 % de femmes et 63 % d'hommes)
- 441 agentes et agents (58 % de femmes et 42 % d'hommes)

#### Cours administratives d'appel et tribunaux administratifs

- 1 270 magistrates et magistrats (53 % de femmes et 47 % d'hommes)
- 1 463 agentes et agents de greffe (77 % de femmes et 23 % d'hommes)

#### Cour nationale du droit d'asile

- 26 magistrates et magistrats (38,5 % de femmes et 61,5 % d'hommes)
- 615 agentes et agents (74 % de femmes et 26 % d'hommes)

#### Tribunal du stationnement payant

- 15 magistrates et magistrats (26 % de femmes et 74 % d'hommes)
- 153 agentes et agents de greffe (75 % de femmes et 25 % d'hommes)



### Nombre d'avis rendus par le Conseil d'État

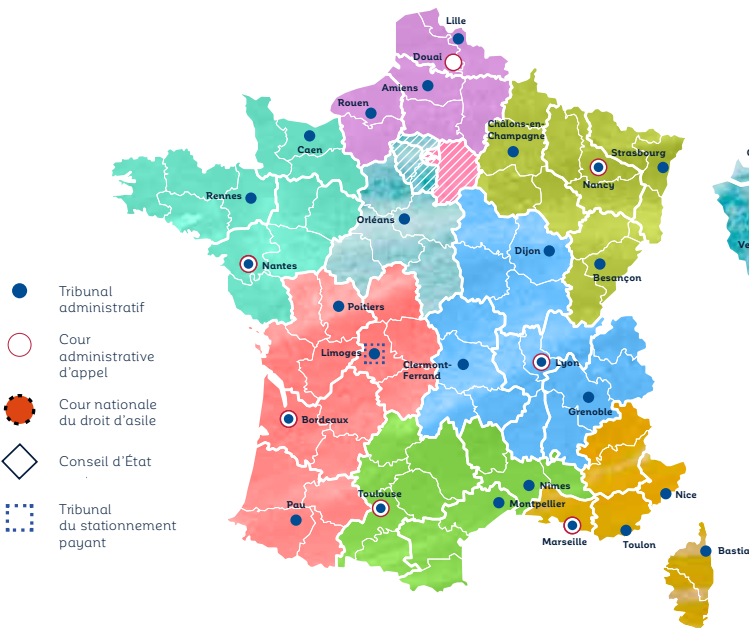
869

### Budget exécuté en 2025



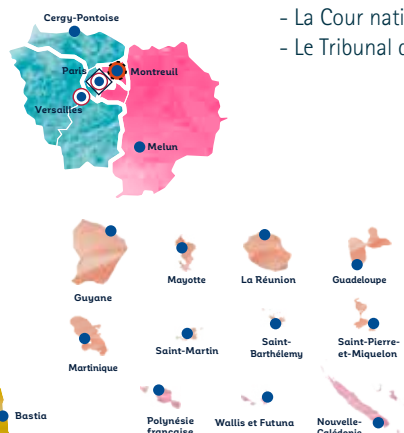
570,6 M€

### Carte des juridictions administratives



La juridiction administrative :

- Le Conseil d'État
- 9 cours administratives d'appel
- 42 tribunaux administratifs
- La Cour nationale du droit d'asile
- Le Tribunal du stationnement payant





# Les décisions

## Affaires jugées

## Délai moyen de jugement

### Conseil d'État

10 693

+ 9,5 % par rapport à 2024

dont jugées en urgence (référés) 610

10 809 affaires enregistrées (+ 13,4 % par rapport à 2024)



6 mois 27 jours

↘ - 24 % entre 2015 et 2025

### Cours administratives d'appel

30 605

- 1,3 % par rapport à 2024

dont jugées en urgence (référés) 1 695

32 344 affaires enregistrées (+ 2,6 % par rapport à 2024)



11 mois 18 jours

↗ + 3 % entre 2015 et 2025

### Tribunaux administratifs

283 136

+ 11,3 % par rapport à 2024

dont jugées en urgence (référés) 62 249

334 706 affaires enregistrées (+ 20 % par rapport à 2024)



9 mois 19 jours

↘ - 11 % entre 2015 et 2025

### Cour nationale du droit d'asile

53 086

- 14 % par rapport à 2024

60 065 affaires enregistrées (+ 6 % par rapport à 2024)



5 mois 15 jours

↘ - 20 % entre 2015 et 2025

### Tribunal du stationnement payant\*

\* La commission du contentieux du stationnement (CCSP) payant est devenue le tribunal du stationnement payant depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

138 478

- 5,3 % par rapport à 2024

227 000 affaires enregistrées (+ 11,2 % par rapport à 2024)



2 ans 2 mois

## Télérecours



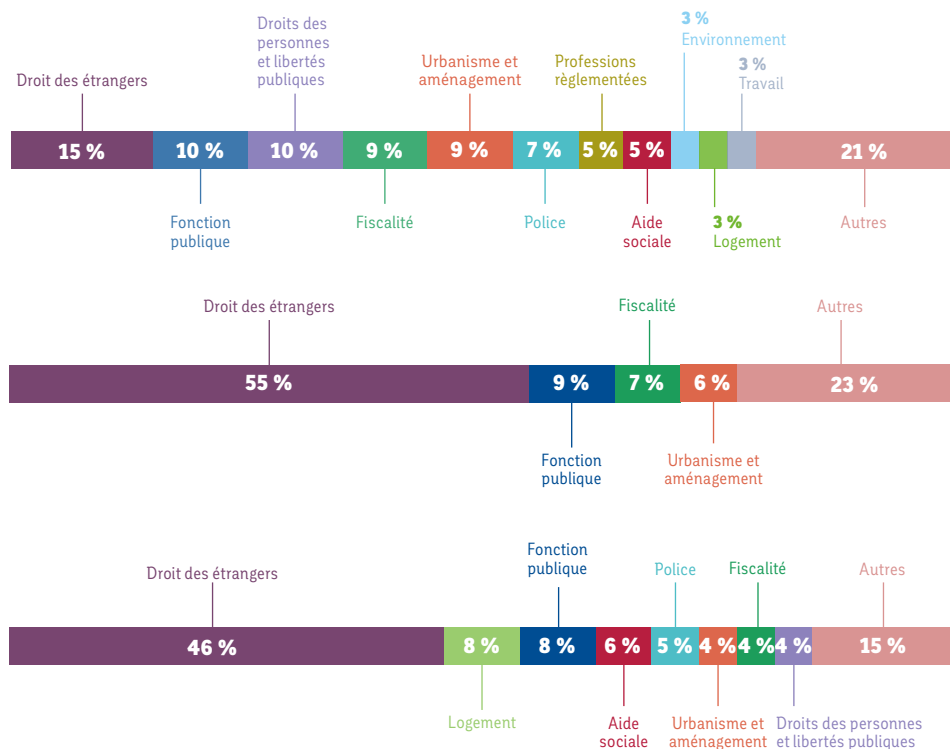
315 284 (+ 20,5 % par rapport à 2024)

recours déposés via **Télérecours** (plateforme de dépôt des recours en ligne), dans les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et au Conseil d'État

dont 57 595

via **Télérecours citoyens** (application dédiée aux particuliers non représentés par un avocat)

## Répartition des affaires enregistrées par domaine contentieux



**Aide sociale :** aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

**Droit des étrangers :** titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

**Droits des personnes et libertés publiques :** garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

**Environnement :** protection de la faune et de la flore, parcs naturels, éoliennes, pollution de l'air et de l'eau, mines et carrières, installations classées, etc.

**Fiscalité :** impôts locaux, impôt sur le revenu, taxes sur la valeur ajoutée, etc.

**Fonction publique :** relations des fonctionnaires et agents publics avec leur employeur.

**Logement :** aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes d'HLM, etc.

**Police :** mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

**Professions réglementées :** architectes, auxiliaires de justice, comptables et commissaires aux comptes, journalistes, professions médicales et paramédicales, taxis, etc.

**Travail :** licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.

**Urbanisme et aménagement :** permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.

## Les principaux pays d'origine des requérants



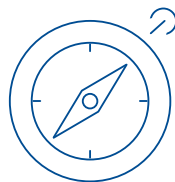
Guinée 10,5%	Sri Lanka 4,1%
Rép. dém. Congo 9,7%	Angola 3,4%
Côte d'Ivoire 8,2%	Nigéria 3,1%
Bangladesh 7,8%	Géorgie 2,7%
Turquie 7%	
Afghanistan 5,7%	

## Médiations liées à un recours devant le juge



**1 991 médiations terminées** en 2025

**45 %** d'entre elles ont abouti à un accord



# Les avis juridiques et les études du Conseil d'État

**869 avis rendus en 2025**

## 52 projets de loi, dont :

- Projet de loi constitutionnelle pour une Corse autonome au sein de la République
- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte
- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer
- Projet de loi de modernisation et de régulation de l'enseignement supérieur
- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales
- Projet de loi spéciale
- Projet de loi relatif aux compétences, aux moyens, à l'organisation et au contrôle des polices municipales et des gardes champêtres

## 5 propositions de loi, dont :

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles
- Proposition de loi visant à lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme
- Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs de la filière du livre et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap
- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025

## 15 projets d'ordonnance, dont :

- Projet d'ordonnance portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés
- Projet d'ordonnance relative à la transposition des articles 7, 26 et 27 de la directive (UE) 2023/1791 du Parlement Européen et du Conseil du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique et modifiant le règlement (UE) 2023/955
- Projet d'ordonnance portant réécriture du code de procédure pénale (partie législative)

## 21 projets de loi du pays, dont :

- Projet de loi du pays modifiant la loi du pays n° 2007-4 du 13 avril 2007 portant création d'une aide au logement
- Projet de loi du pays portant réglementation des établissements dédiés à la vente et à la consommation du kava
- Projet de loi du pays instituant des mesures de soutien à l'emploi en Nouvelle-Calédonie

## 22 questions du Gouvernement, dont :

- Question portant sur la rémunération des auteurs sur la vente de livres d'occasion
- Question portant sur les questions juridiques soulevées par les différentes catégories d'habitats « partagés »
- Question portant sur un projet d'amendement gouvernemental à l'article 16 de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic
- Question portant sur un projet de dispositif renforcé concernant l'application de la retenue à la source aux opérations d'arbitrage de dividendes dites « CumCum »

## 7 questions des autorités d'Outre-mer, dont :

- Demande d'avis sur la répartition des compétences entre l'État et la Polynésie en matière de jeux d'argent et de hasard
- Demande d'avis sur la répartition des compétences entre l'État, la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et les communes en matière d'eau et d'assainissement
- Demande d'avis portant sur la répartition des compétences entre l'État, la Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes en matière d'encadrement des moyens humains affectés aux élus

## 468 projets de décret réglementaire, dont :

- Projet de décret renforçant les pouvoirs des préfets
- Projet de décret portant généralisation des déclarations préremplies de ressources pour l'attribution de revenu de solidarité active et de la prime d'activité
- Projet de décret pris pour l'application de la loi n° 2025-640 du 15 juillet 2025 portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse
- Projet de décret relatif aux prix de vente et aux marges de certains produits à Mayotte

## 279 projets de décret non réglementaire, dont :

- Projet de décret portant classement parmi les sites du département de Loire-Atlantique du site du bassin du Mès sur les communes d'Assérac, Herbignac, Mesquer et Saint-Molf (Loire-Atlantique)
- Projet de décret portant classement, parmi les sites du département de la Drôme, du site du cirque d'Archiane, du rocher de Combeau et de leurs abords sur les communes de Châtillon-en-Diois et de Laval-d'Aix



## 5 études réalisées en 2025

- Étude annuelle : Inscrire l'action publique dans le temps long
  - 3 études sur la simplification :
    - Encadrement de l'enseignement supérieur privé
    - Régime contentieux des autorisations environnementales
  - Projet d'avis relatif à l'unification et à la simplification des modalités de consultation du B2 du casier judiciaire et du fichier des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes pour le contrôle des professionnels et bénévoles en contact avec des mineurs ou majeurs
- 1 étude à la demande du Défenseur des droits